



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | avril 2024

LA PEUR COMME ARME POLITIQUE. UN APERÇU HISTORIQUE


Fondation Pierre du Bois
pour l'histoire du temps présent

Olivier Meuwly*

LA PEUR COMME ARME POLITIQUE. UN APERÇU HISTORIQUE

La peur est omniprésente. Même si elle peut être bonne conseillère dans certains cas, il faut reconnaître que nous vivons dans un climat anxieux, et que tout le monde le déplore. Lorsque ce n'est pas la peur de l'Autre qui obsède le discours politique, et plus souvent d'ailleurs ceux qui l'analysent au quotidien, ce sont les sempiternelles phobies proclamées à hue et à dia et auxquelles on recourt pour dénoncer celles et ceux qui arboreraient un comportement jugé non acceptable. Être « -phobe » comme injure suprême... Après cette peur sourde qui s'immisce dans tous les recoins de l'actualité, c'est carrément l'apocalypse que d'aucuns prédisent pour en appeler à un rapport enfin apaisé avec la terre et les précieuses ressources qu'elle nous livre depuis des millénaires. On pourrait croire que la politique ne s'épanouit que dans le degré de peur qu'elle pourra répandre, comme accusation morale ou comme avertissement prophétique. La force de son discours se mesure plus qu'à l'aune de l'angoisse qu'il prétendra diffuser, ou condamner. En réalité, la peur est un objet historique, elle n'a jamais été absente de l'action des gouvernements ni n'a abandonné sa fonction politique lorsque se sont imposés les canons démocratiques. Elle s'est contentée de revêtir une forme un peu différente, en fait dédoublée. D'arme politique, au service d'un projet de pouvoir, la peur s'est muée, tout en conservant sa capacité de menace sur la tranquillité d'autrui, en marqueur moral d'une fermeture d'esprit jugée censément indigne de l'honnête homme ou de l'honnête femme postmoderne. La peur ou l'histoire d'un parcours accidenté dans le temps...

La peur comme émotion

La peur reconnecte notre monde avec une caractéristique humaine que, depuis les Lumières, on semblait avoir oubliée dans les remous de l'actualité politique : le pouvoir de l'émotion. Le triomphe de la raison l'avait refoulée dans les zones obscures d'une humanité toujours en quête d'un niveau de maturité qui devait congédier son animalité foncière... Or l'émotion est inséparable de l'histoire, mais on peine à l'admettre. Après les Lumières, le marxisme, en



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | avril 2024

érigent l'« infrastructurel » comme moteur unique de l'histoire, mû par la puissance de l'action économique, a pourchassé le sentiment, forcément « déterminé » par des pulsions idéologiques ou religieuses considérées comme inaptes à expliquer le fonctionnement réel de la société.

La mise de côté du genre biographique, dans la corporation historique, n'est qu'un exemple de la déshumanisation à l'œuvre dans l'écriture du passé dans les années 60 et 70, comme si le temps long alors à la mode était incompatible avec la place de l'humain dans l'histoire. Il amorcera son retour en grâce une décennie plus tard. Seule l'histoire de groupes sociaux comptait, l'individu était renvoyé à son insignifiance. Les grands hommes, avant que ne débarque à raison l'étude des grandes dames, étaient bannis d'une histoire qui devait se dévoiler à travers ses structures globales. Il est vrai que l'examen de la psyché des individus, qui ne font jamais seuls l'histoire, pose des problèmes aigus à l'historien. Saul Friedländer avait déjà averti de l'un des périls majeurs qui menacent l'analyste confronté au « héros » ou à l'« héroïne » de son travail : celui de la psychologisation de l'histoire à travers un individu. L'historien se fonde sur des sources écrites, ou de plus en plus souvent orales, mais pas sur des spéculations issues d'un univers intellectuel, la psychologie, qui n'est pas le sien.

De fait, l'émotion se faufile parfois difficilement dans le labeur de l'historien, qui ne peut cependant pas faire comme si elle n'existait pas. Mais il la regarde avec méfiance, comme un élément perturbateur. L'histoire, qui se veut une discipline répondant à ses critères scientifiques, pourrait-elle se laisser absorber par des phénomènes explicatifs aussi insaisissables ? Même problème pour la science politique, qui a suivi un chemin parallèle mais en pire, vissée sur ses statistiques et ses courbes logarithmiques... Il était dès lors, et à plus forte raison, difficile à l'historien d'affronter la peur, réaction émotionnelle, comme une question en soi. L'Américain Corey Robin et le Français Patrick Boucheron s'y sont essayés, non sans talent. Le politologue français Dominique Moïsi a, pour sa part, osé à revisiter la géopolitique comme un espace potentiellement quadrillé par des émotions qui scanderaient l'histoire récente des civilisations qui peuplent le monde. Les lignes qui suivent doivent beaucoup à ces auteurs.

La peur comme outil de pouvoir

La peur de l'enfer a constitué des siècles durant l'arme fatale de l'Eglise. Elle lui a permis de consolider son pouvoir sur les âmes non seulement de ses fidèles, mais aussi des princes. Il serait erroné de croire que l'usage immodéré du spectre infernal ne servait qu'à maintenir dans l'assujettissement des esprits crédules. Le recours à la colère divine a aussi contribué à une certaine pacification des mœurs politiques particulièrement violentes en vigueur au Moyen Age. Seul le vecteur clérical pouvait ramener les seigneurs de guerre à une certaine raison. Mais la peur comme moyen de pacification n'en demeure pas moins, et avant tout, un moyen de pouvoir. Car l'individu, même enserré dans sa caste, son métier, sa communauté villageoise selon les décrets de la Providence, dont la conception anthropologique du Moyen Age se nourrit, est un être de chair et d'os, transpercé par des angoisses récurrentes.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | avril 2024

S'il n'a pas à se défendre contre des hordes de brigands ou de soldats en attente de leur prochain engagement guerrier, il est malgré tout entouré de menaces mortelles : lorsqu'il ne s'agit pas des attaques de malfrats, il est exposé à un défilé d'épidémies, toutes plus mortelles les unes que les autres. L'individu médiéval a donc peur, une peur qui ne quittera pas son successeur de la Réforme ou de la Renaissance. Les premiers penseurs de la modernité philosophique en ont bien conscience, comme Hobbes. Rédigé au XVII^e siècle, son *Léviathan* a l'ambition de repenser la société comme un corps capable de s'organiser en fonction de sa propre sécurité. C'est dans cette perspective que doit être admis l'Etat. Mais la peur résidant dans les entrailles de l'individu ne risque-t-elle pas de l'affaiblir drastiquement face à ce pouvoir auquel il se déclare prêt à lui céder la mission de le protéger ? Un cercle vicieux n'est-il pas en train d'entamer sa circonvolution fatale ?

La peur comme prémisses de la soumission, la peur comme prétexte à l'autorité. Le ballet des peurs va structurer le monde moderne en cours de construction. Au fur et à mesure que l'individu avance dans la carrière de l'autonomie, à travers la Réforme protestante, la Renaissance, puis l'Aufklärung et les Lumières, c'est toujours face à ses peurs qu'il se voit, *in fine*, confronté. Déjà l'antagonisme matriciel de notre modernité, entre le rationalisme des Lumières et son opposé, le romantisme, gravite autour de peurs qu'il s'agit urgemment d'expulser, pour le bien-être moral de l'individu « nouveau » sur le point d'éclorre. Le rationalisme brandit sans vergogne la peur de l'Eglise, avec Voltaire qui espère « écraser l'infâme », mais le romantisme n'est pas en reste. S'il vise à réhumaniser l'individu, en le soustrayant au règne de la froide raison, pour le réinstaller dans l'univers de l'émotion, pour l'immerger dans une osmose réinventée avec le grand Tout chanté par les poètes, la Nature, il s'adosse à l'angoisse de la division. Il abhorre le monde fragmenté, segmenté, que promeut la raison et rêve du monde d'avant la Réforme, où la société était unifiée. Il pleure l'unité perdue.

Le labyrinthe de la peur est inextricable, les XIX^e et XX^e siècles n'en sortiront pas et tenteront de l'apprivoiser. La peur ne s'évade pas des arcanes du pouvoir où il constitue un recours aisé. Les Jacobins la sublimeront en lui offrant une dimension inédite. Ils cisèlent la peur non seulement comme un outil de pouvoir, par l'effroi « classique » qui doit s'emparer des « sujets » face à l'autorité protectrice, mais comme l'instrument d'une idéologie destinée à façonner un homme « nouveau », sculpté sur les normes républicaines dont ils se considèrent comme les serviteurs zélés. La peur comme objet de pouvoir, mais aussi d'édification, où elle a pour fonction euphémique de purifier le corps social afin de libérer l'espace pour l'avènement d'une humanité non corrompue. La société doit être vidée de ses ennemis, celui qui est pur n'a rien à craindre. La peur retournée contre elle-même, aggravée en réalité.

La démocratie face à ses peurs

Comme au Moyen Age, comme souvent par la suite, la peur, après les désastres qui ont ponctué les ères révolutionnaires, avec la parenthèse de la Terreur, et napoléonienne, a beau jeu. Dans un monde, que les princes croient pouvoir « restaurer » selon les règles absolutistes de l'Ancien Régime, chacun n'aspire qu'à la stabilité.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | avril 2024

Metternich, le chancelier autrichien et architecte de la Sainte-Alliance, cette coalition princière au service du maintien de l'ordre en Europe, ne jure que par une stabilité qu'il voit en danger derrière chaque mouvement insurrectionnel. Il finira en réalité par la compromettre par son immobilisme et sa propre peur d'admettre que la société change, et que la brimer peut être une source de dérèglements encore plus néfastes à terme. La peur de l'instabilité s'abreuve à la peur que ses zéloteurs font régner, par les armes de l'oppression. Cette dialectique dessine le cadre qu'occupera la peur dans l'ère libérale et démocratique, qui perce à travers la chape de plomb imposée par le fameux chancelier, renvoyé dès que les troubles éclateront à Vienne, en 1848.

Mais le libéralisme et la démocratie, fondés sur l'autonomie individuelle, ne peuvent faire l'impasse sur la question de la peur. Pour essayer de la conjurer d'abord. Les premiers penseurs du libéralisme, Benjamin Constant en tête, en sont convaincus : pour permettre à la liberté d'advenir dans la conduite des affaires de l'Etat, il est impératif d'assurer des transitions douces dans la transmission du pouvoir de leurs titulaires à leurs successeurs. La paix, à laquelle tout le monde aspire, ne peut être garantie que si le changement de pouvoir n'excite aucune peur, chez ses anciens maîtres mais aussi chez ses nouveaux, sans parler des populations en général premières victimes de transitions mal maîtrisées. Les détenteurs du pouvoir ne doivent pas redouter de perdre leurs possessions, ou pire la vie, au moment où, de gré ou de force, même par voie électorale, ils doivent le quitter. Cela vaut aussi pour les nouveaux maîtres du pouvoir, qui ne doivent avoir peur, un jour, de le perdre. Sinon, ils s'accrocheront à lui, par simple souci de sécurité. Ce principe est devenu l'un des piliers de la définition moderne de la démocratie : un régime où le passage du pouvoir se déroule pacifiquement.

Mais, en réalité, la démocratie ne se vit comme fournisseur de paix que parce qu'elle se nourrit de la mission d'abolir la peur. Tocqueville fait de la lutte contre la tyrannie le moteur de la démocratie qu'il voit s'édifier aux Etats-Unis d'Amérique. Et la démocratie reprend les instruments du libéralisme (séparation des pouvoirs, rôle sacré de la Constitution, respect garanti des libertés, etc.) pour éviter tout retour autoritaire. Dans ce sens, la démocratie naissante ne s'éloigne pas du passé, où la peur de la tyrannie agitait maints régimes, comme l'a montré Patrick Boucheron. Au XIV^e siècle, les autorités de Sienne, menacées par une agression extérieure, cherchèrent à réaffirmer la bonté de leur pouvoir en affichant les malheurs et les afflictions qu'entraînerait l'accession au pouvoir de leurs adversaires. Ambrogio Lorenzetti s'employa ainsi, dans une fresque célèbre, à valoriser le pouvoir des images pour montrer ce qui attendait la population si garde n'y était prise. La peur de ce qu'il adviendra comme facteur de cohésion politique. La peur de la tyrannie comme socle, aussi, de la démocratie.

L'élan de cette dernière n'est pas épargné par une autre peur, latente, que Tocqueville estime inhérente à l'*homo democraticus*. Une peur constante irrigue l'individu doté d'un pouvoir inédit, surtout sur sa propre vie. L'instabilité, comme l'avait compris Metternich, est source d'inquiétude. Mais l'instabilité est également le propre de la démocratie et d'une liberté érigée en mode de vie. Cette fois, c'est l'égalité, qu'apporte la démocratie, qui en est la cause. L'individu démocratique vit dans une agitation perpétuelle, selon l'aristocrate normand, et vit dans l'envie de ses congénères.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | avril 2024

Son individualisme lui permet de s'épanouir, mais l'enferme aussi dans une angoisse qu'il ne peut exorciser dans le groupe social dont il prend soin justement de s'abstraire. Il est seul face à lui-même, et le miroir que lui tend sa fière solitude, mère aussi de ses exploits économiques, ressemble aussi à un isolement déstabilisant. La liberté absolutisée rend l'Autre plus menaçant : peut-on lui faire confiance alors qu'il ne peut y avoir de relation entre égaux qui ne soit pas avalisée par une confiance foncière ? Troublant dilemme, désormais lot quotidien de l'individu...

Cette peur, reconnue dans son enracinement dans les rouages de la démocratie que font vivre des individus libres et égaux, peut donc revenir dans l'usage du pouvoir, même estampillé démocratique. Les exemples ne manquent pas, prenons-en quelques-uns, en des lieux et des époques différents. Dans un discours politique ouvert, la peur affleure, dans son rôle d'argument politique renouvelé. Peur de l'Eglise, selon des codes langagiers que Gambetta emprunte à Voltaire pour vanter les vertus de l'Etat laïque, à un moment où le républicanisme français vient à peine de vaincre définitivement ; peur des juifs qui perçe du nationalisme émergent pour conforter des identités nationales vacillantes et incertaines, apeurées par la « première » mondialisation économique alors en cours ; peur des communistes que la révolution bolchévique a transformés en sectateurs présumés de la haine de classe, et qui conduira certains cantons suisses à interdire leur parti en 1938. Et la peur devient l'arme de prédilection des totalitarismes du XX^e siècle dans leur frénésie jacobine à imposer un homme nouveau qu'il faut purger de tous les miasmes de leur existence précédente, soi-disant pervertie par des pouvoirs embourgeoisés, libéraux ou sociaux-démocrates...

La peur, visage éternel de la modernité ?

Au début du XX^e siècle, Max Weber avait appréhendé l'Etat comme garant de la sécurité en en faisant le détenteur de la violence légitime. La violence, source habituelle de peur, n'était pas niée, elle devait être canalisée et l'Etat était appelé à la tenir sous contrôle. Les dictatures du XX^e siècle firent de l'Etat le gardien de la violence illégitime, ultime agent d'une sécurité factice, fondée sur la terreur, promise à tous. Après la Seconde Guerre mondiale, c'est à travers un réagencement du rôle de l'Etat que l'on espère vider le corps social de ces peurs, du lendemain, de la crise économique, de l'Autre, dont on a compris l'importance dans l'émergence, puis le triomphe, des régimes totalitaires qui ont ravagé le continent. Un nouvel outil est mis en place pour parer aux peurs de la population et assurer la paix : compléter l'Etat libéral, qui a dévoilé ses failles avec la crise de 1929, d'un volet social hautement sophistiqué.

L'Etat libéral et providentiel a fait ses preuves, a apporté paix, sécurité et prospérité. A-t-il vraiment éradiqué toutes les peurs ? Les années 1970, en contestant le modèle sociétal qui s'impose après 1945, aux yeux des nouvelles générations, trop inspiré de celui en vigueur avant la guerre, pousse l'individualisme démocratique à un niveau jamais atteint. Aux aspirations libertaires de la Nouvelle gauche se joint bientôt un élan liant, à la liberté absolue alors prônée, d'essence néo-anarchiste, une liberté tout aussi absolue de s'enrichir mâtinée d'anarcho-capitalisme dont l'ultralibéralisme sera un avatar. Ce goût effréné pour la liberté individuelle, rejetant allègrement les cadres sociaux



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | avril 2024

traditionnels, ne risquait-il pas, toutefois, de ressusciter les peurs d'antan si bien auscultées pas Tocqueville ? La démocratie n'en avait en effet pas encore terminé avec la peur comme outil politique...

Avec la montée de ce que l'on appelle les « populismes », la peur va réinvestir le champ politique mais aussi géopolitique, comme le rappelle Dominique Moïsi. L'Occident était hanté depuis les années 80 par la hausse continue du chômage. Ce mal va contribuer à l'affaiblir sur la scène internationale à un moment où la chute de l'empire soviétique venait de donner un coup d'accélérateur à la mondialisation économique et technologique. Celle-ci n'attendait que l'ouverture des frontières, via l'OMC et l'UE, pour démultiplier les échanges humains et commerciaux et, pendant un temps, la prospérité générale, mais aussi, sans qu'on veuille l'admettre, pour attiser d'autres peurs, latentes. La postmodernité, tout à sa haine des nations, pouvait se développer sur fond d'individualisme croissant. Un premier coup de semonce sonne en 2001 avec l'attentat de New York. La peur de l'islam renforce la peur de l'étranger qui commençait à émerger. En réponse surgit le reproche d'islamophobie. Une dialectique mortifère s'enclenche.

A la peur de l'étranger, que manie habilement l'UDC, en Suisse, répond l'accusation de xénophobie et d'islamophobie, nouvel étendard d'une gauche en train de perdre le contact avec la classe ouvrière, convaincue d'échapper ainsi au « populisme » qui ne peut, alors, être que de droite. La peur devient une arme non pas tant du pouvoir en soi, dans la mesure où les gouvernements, partout, tentent plutôt de les désamorcer, mais de la propagande politique. Les libéraux brandissent la peur pour l'emploi si leurs recettes ne sont pas appliquées, les socialistes la peur pour l'avenir de la sécurité sociale et les Verts déroulent leur argumentaire sur la mélodie a priori douce du développement durable. A la peur de l'islam qui cible les villes occidentales, et visant les étrangers globalement à l'UDC, répondent les socialistes qui, lors d'une votation, imaginent pour leurs affiches des avions meurtriers tombant en piqué sur des centrales nucléaires, pour démontrer la dangerosité présumée de cette énergie. Le kamikaze moderne n'est plus seulement un djihadiste...

Le développement durable paraît, lui, hautement intellectuel mais, en réalité, brasse les peurs. Que faire lorsque l'avenir est jugé dangereux et que le passé est jugé discrédité ? Il reste le repli sur soi, dans la peur d'hier comme de demain, dans un repli salvateur sur le moment présent, prétendument préservé de tout et déjà mis en évidence par les historiens. Est inventé alors le principe dit de précaution, agoni prudemment par les libéraux mais allégué pour prévenir tout risque de danger pour la nature, pour l'être humain. Aujourd'hui, les Verts font un pas de plus et, de l'interdit tous azimuts, la structure de leur programme. Ne pas agir par peur du risque. L'ultra-individualisme qui explose avec la mondialisation trouve son épanouissement dans la non-action, ou plutôt la peur de l'action. Au repli sur soi apeuré psalmodié par le conservatisme de droite réplique un repli apeuré face aux périls qui menacent le monde. Le conservatisme de gauche, vissé sur une nature inviolable, car en danger sous les assauts du capitalisme, s'en empare. La crise sanitaire de 2020 ne fera qu'ajouter une couche au mille-feuille de la peur en action. Que faut-il craindre le plus ? Le virus ou la science censée le combattre ?



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | avril 2024

Tocqueville avait un fois de plus vu juste. L'individualisme cimenter la liberté, mais enfonce l'individu dans la peur de ce qu'il ne maîtrise pas. Il lui reste les émotions dont il se laisse volontiers couvrir par la grâce des réseaux sociaux, ultime source d'un pseudo-réconfort alors que tout autour de lui semble s'effondrer. La guerre en Ukraine s'attachera à ôter à l'individu de notre postmodernité émotionnelle ses dernières illusions envers un monde définitivement incompréhensible, incontrôlable. Seule l'émotion demeure, dont le « wokisme » fait son miel en ramenant l'individu à son identité première, à cultiver coûte que coûte, mais reprenant de la sorte le discours symétrique du néonationalisme, obsédé par l'identité culturelle et nationale à laquelle s'oppose l'identité de genre ou de race, comme l'avait déjà dénoncé Mark Lilla en 2019. Un « identitarisme » mû une fois de plus par la peur de l'Autre, des autres. La peur a-t-elle définitivement gagné la partie de notre monde moderne ?

Un remède existe-t-il ?

Les émotions structurent l'histoire et la politique. Elles charpentent aussi les préjugés, qui font, il est vrai, aussi partie de la vie. Les refouler ne sert à rien, d'autant qu'elles ne sont pas forcément négatives. Il faut les assumer, pour débusquer leur potentiel éventuellement nocif. Dans les années 2000, Dominique Moïsi avait réparti les grandes puissances en fonction des émotions qui les animaient : il voyait l'espoir en Asie, l'humiliation dans le monde arabe et en Afrique, et la peur chez les Occidentaux, chassés de peurs prébendes historiques. On peut discuter de la permanence de cette catégorisation mais il est clair que les émotions alimentent les perceptions de soi et des autres, même de manière collective. A ce titre-là, le « wokisme » est révélateur d'une réalité bien présente : le ressenti règne, qu'on le veuille ou non. En fait, on aurait dû le remarquer il y a longtemps : Ivan Krastev et Stephen Holmes l'ont bien vu lorsque, en 2019, ils expliquaient combien les pays de l'est européen avaient vécu comme une humiliation l'arrogance des bureaucrates de Bruxelles censés les mettre sur le chemin de la démocratie et de la richesse.

Les déboires de l'Occident aujourd'hui, qui doit admettre que ses valeurs ne sont plus forcément perçues comme reconnues dans d'autres régions de la planète, apparaissent sous une lumière plus claire, mais pas moins inquiétante. Ils font écho aux humiliations que certains pays ont pu ressentir à un moment de leur histoire. Cette humiliation peut sans doute être vue comme une excuse facile pour camoufler des échecs patents que leurs dirigeants ne veulent assumer. Mais c'est une erreur de ne pas les écouter. La guerre en Ukraine, la colère des Africains contre la France ont aussi des ressorts psychologiques. Et derrière l'humiliation surgit la peur, arme ultime pour tenter de faire croire qu'on domine la situation, puis la haine, lorsque l'on constate que cette peur continue à nous tenailler, de nous agresser au point de nous faire perdre la raison. Dénoncer la peur chez l'autre ne change rien au fait qu'on en a peur et que l'on ne sait comment garder contenance.

Admettre la peur comme composante de l'histoire et de la politique peut être un moyen pour rationaliser l'émotion et l'empêcher de nous paralyser. Tolérer la naturalité de la peur pour en prendre le contrôle. Il est normal d'avoir peur, il l'est moins de se laisser guider par elle. La peur rendue à son évidence nous fera penser à autre chose, de plus



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | avril 2024

constructif. C'est un peu ce que propose Michael Schellenberger, un écologiste convaincu qui appelle ses camarades de lutte à abandonner leurs exubérances apocalyptiques pour voir ce qui se fait de bien pour s'en inspirer, même à reconsidérer leur haine du nucléaire... La peur de demain tue l'espoir. Notre société occidentale est plongée dans ce dilemme : s'enivrer d'un espoir parfois dystopique en croyant que la science nous sortira de tous nos problèmes ou succomber par l'Apocalypse omniprésent qui se dresse sous toutes les formes, pour entretenir la peur stigmatisante. La peur ne peut être vaincue mais peut ne pas être victorieuse, si on la dompte, comme les autres émotions, en admettant qu'elles font partie de la vie... et de l'histoire.

* Dr. Olivier Meuwly, historien, spécialiste de l'histoire des partis politiques.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | avril 2024

Bibliographie :

Patrick Boucheron, *Conjurer la peur. Essai sur la force politique des images*, Paris, Seuil, 2013.

Patrick Boucheron et Corey Robin, *Exercice de la peur. Usages politiques d'une émotion* (débat présenté par Renaud Payre), Presses de l'Université de Lyon, 2015.

Ivan Krastev et Stephen Holmes, *Le moment illibéral. Trump, Poutine, Xi Jinping : pourquoi l'Occident a perdu la paix*, Traduction française, Paris Fayard, 2019.

Mark Lilla, *La gauche identitaire. L'Amérique en miettes*, Paris Stock, 2018.

Dominique Moïsi, *La géopolitique des émotions*, Paris, Flammarion, nouvelle édition, 2015.

Corey Robin, *La peur. Histoire d'une idée politique*, Traduction française, Paris, Armand Colin, 2006.

Michael Schellenberger, *Apocalypse zéro. Pourquoi la fin du monde n'est pas pour demain. Les erreurs de l'écologie radicale*, traduction française, Paris, L'Artilleur, 2020.